

<http://demilitarisation.org/spip.php?article145>

APRED

Pas d'argent pour la bombe / Communiqué janvier 2014

- RECHERCHE / RESEARCH
- AUTRES TRAVAUX EN COURS / OTHER PEACE WORKS
- Pas d'argent pour la bombe / Don't bank the bomb

Date de mise en ligne : mardi 4 février 2014

Copyright © APRED - Tous droits réservés

La banque Nationale Suisse (BNS) introduit des critères éthiques (et juridiques) pour ses achats d'actions. ([ATS, 17 janvier 2014](#))

Ici, n'est nommément précisé que la pointe de l'iceberg, le financement du nucléaire militaire. D'autres domaines seront aussi touchés. C'est à vérifier et à utiliser si l'on estime que la BNS finance des atteintes à l'environnement, aux droits humains ou à la paix.

Notez au passage que le [Conseil Fédéral](#) avait affirmé l'an dernier, dans sa réponse à une parlementaire, que les financements du nucléaire militaire violaient la loi sur le matériel de guerre et que plusieurs banques devraient revoir leur pratique.

LA BNS ne fait donc, à ce propos et jusqu'à mieux informé, que de se conformer au droit. Ira-t-elle plus loin ?

Je salue ici le travail d'ICAN et de [« don't bank on the bomb »](#), qui rend un rapport annuel sur le financement des armes nucléaires, [d'Actares](#) et d'autres qui travaillent, de l'intérieur ou ailleurs, sur la responsabilité des entreprises, ainsi que celui de la conseillère nationale Evi Allemann et de tant d'autres qui d'une façon ou d'une autre travaillent sur cette responsabilité écologique, sociale, pacifique et juridique des entreprises ; travail qui a ici nettement porté ses fruits et qui démontre que sur des bases factuelles et juridiques solides, il est possible de faire bouger les entreprises.

La position de la BNS (qui méritera de recevoir plus d'attention) n'est toutefois qu'un début, tant dans le domaine du financement du commerce des armes que dans d'autres domaines non moins essentiels. Il s'agira aussi de voir comment les autres instituts financiers présents en Suisse et partout dans le monde (ils sont cités en détails dans le rapport de « Don't bank the bomb ») réagiront à ce virage éthique (et un peu juridique...), d'un des acteurs importants du monde de la finance publique et privée.

Enfin, pour utiliser un tout autre langage, nous assistons au début de la création d'une « zone économique libre d'armes nucléaires » ; puisse-t-elle participer à leur disparition.